



N°122/2026

Trèbes.**ARRÊTÉ MUNICIPAL
TEMPORAIRE**

**PORTANT REGLEMENTATION
DU STATIONNEMENT DES VÉHICULES****MAIRIE****LE MAIRE DE LA COMMUNE DE TRÈBES****VU** le Code général des collectivités territoriales ;**VU** le Code de la route et notamment l'article R.225 ;**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription et livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire) ;**VU** la loi n°82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment ses articles 25 et 27 ;**VU** la demande de Eric VANEY et Frédérique GHIAOURAS en date du 30 avril 2026, en vue de réserver une place de stationnement pour leur mariage devant la bibliothèque, le samedi 18 juillet 2026 ;**CONSIDÉRANT** qu'il importe d'autoriser et de veiller au bon déroulement de ce mariage afin d'assurer la sécurité publique ;**CONSIDÉRANT** qu'en raison du déroulement de ce mariage, il y a lieu de régler momentanément le stationnement devant la bibliothèque ;**ARRÊTE****ARTICLE 1** : Le samedi 18 juillet 2026, de 8h à 18h, une place sera réservée pour le stationnement le long de la bibliothèque.**ARTICLE 2** : Pendant toute la durée du mariage, le stationnement des véhicules sera interdit sur cette place de stationnement.**ARTICLE 3** : Des barrières seront mises en place par les services techniques municipaux.

ARTICLE 4 : Nonobstant la date fixée à l'article 1, ces dispositions d'exploitation du stationnement cesseront à la fin effective du mariage, concrétisée par la levée de la signalisation.

L'interdiction de stationner et la signalisation seront mises en place par les services techniques municipaux et la police municipale.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

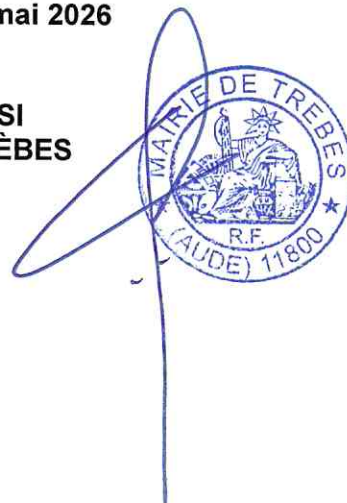
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de la gendarmerie de TRÈBES, la police municipale, les services techniques municipaux, Eric VANEY et Frédérique GHIAOURAS, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Trèbes, le 6 mai 2026

Éric MÉNASSI
Maire de TRÈBES



Publié le : ... 6 mai 2026 ...